

BACCALAUREAT GENERAL

SESSION 2017

SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES

SERIE ES

Spécialité

DUREE DE L'EPREUVE : 4 heures + 1 heure - COEFFICIENT : 7 + 2

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.

Ce sujet comporte 15 pages numérotées de 1/15 à 15/15.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, s'appuyant sur un dossier documentaire, soit l'épreuve composée.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix l'un des deux sujets de la spécialité pour laquelle il est inscrit :

- Sciences sociales et politiques, pages numérotées de 9/15 à 12/15.
- Economie approfondie, pages numérotées de 13/15 à 15/15.

Dissertation s'appuyant sur un dossier documentaire

Il est demandé au candidat :

- de répondre à la question posée par le sujet ;
- de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;
- de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;
- de rédiger, en utilisant le vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Ce sujet comporte quatre documents.

Comment peut-on expliquer le commerce international de biens et de services ?

DOCUMENT 1

Structure des exportations et des importations de la France par filière, biens et services, en %

	Exportations					Importations				
	1974	1984	1994	2004	2014	1974	1984	1994	2004	2014
Énergétique	<i>ns</i>	<i>ns</i>	<i>ns</i>	<i>ns</i>	<i>ns</i>	18	19	6	8	10
Agroalimentaire	15	13	11	9	9	11	10	9	7	7
Textile	<i>ns</i>	<i>ns</i>	<i>ns</i>	<i>ns</i>	<i>ns</i>	5	5	7	6	6
Chimique	13	14	13	15	14	11	10	12	12	12
Mécanique	12	13	14	14	16	11	9	12	11	11
Véhicules	8	7	9	11	6	3	6	8	9	6
Électronique	<i>ns</i>	<i>ns</i>	<i>ns</i>	<i>ns</i>	<i>ns</i>	5	6	8	8	6
Services	22	27	26	25	32	17	20	21	21	26
Reste de biens et services	30	26	28	26	23	20	14	17	18	15
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100

Source : d'après le CEPII, 2015.

ns : non significatif

DOCUMENT 2

Part de chaque région dans les exportations de marchandises, en fonction de la région de destination, en %

Destination Origine	Amérique du Nord	Amérique du Sud et Centrale	Europe	Communauté des États Indépendants*	Afrique	Moyen- Orient	Asie	Monde
Amérique du Nord	39,2	28,8	5,6	3,4	6,8	10,1	9,2	13,5
Amérique du Sud et Centrale	5,4	24,1	1,7	1,8	2,8	2,2	3,1	3,8
Europe	16,9	16,0	68,7	42,6	34,7	29,4	13,5	36,8
Communauté des États Indépendants*	0,9	0,9	5,7	25,6	2,4	2,9	2,4	4,0
Afrique	1,2	3,8	3,0	0,4	15,4	2,3	2,8	3,0
Moyen-Orient	3,1	1,5	2,2	1,3	5,6	14,5	12,7	7,0
Asie	33,3	24,9	13,2	24,7	32,4	38,7	56,4	32,0
Total	100	100	100	100	100	100	100	100

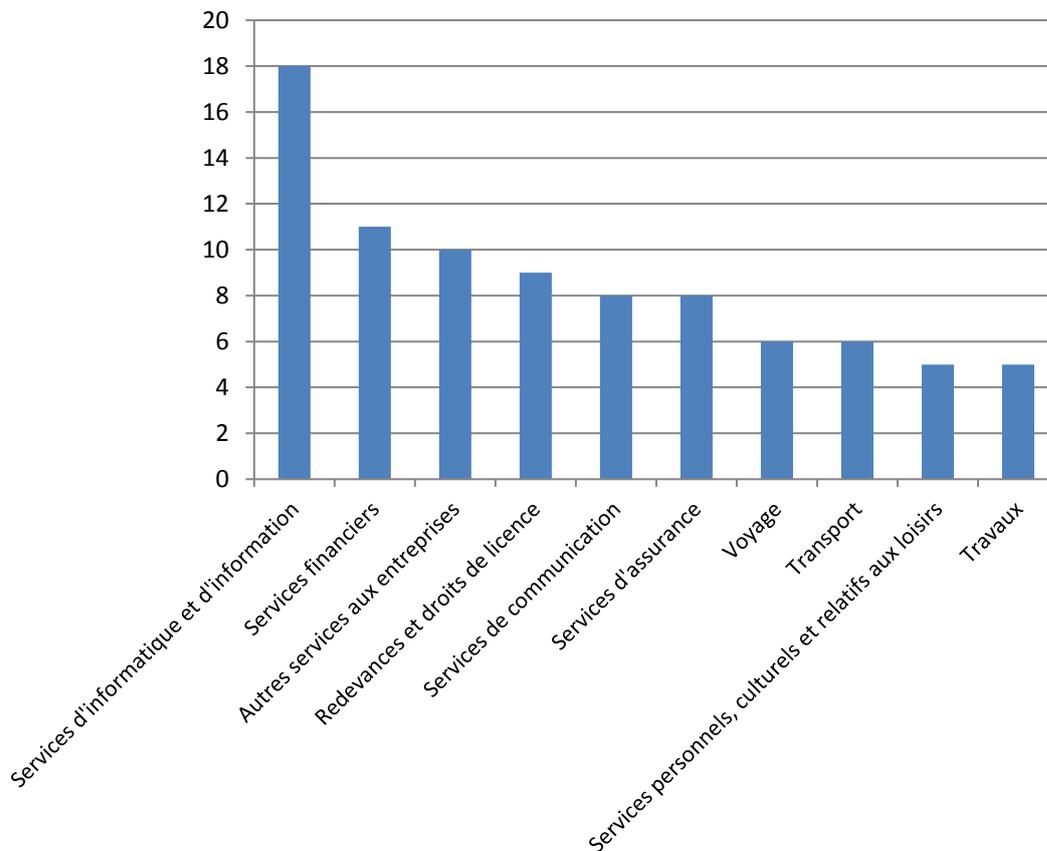
Source : d'après Statistiques du commerce international, OMC, 2015.

* Communauté des États Indépendants : regroupe douze pays de l'ex-URSS.

Lecture : en 2015, 5,6 % des exportations à destination de l'Europe étaient réalisées par l'Amérique du Nord. En 2015, 13,5 % des exportations mondiales étaient réalisées par l'Amérique du Nord.

DOCUMENT 3

Croissance des exportations mondiales de services commerciaux par grands secteurs, 1995-2014, variation annuelle moyenne en %



Source : Estimations OMC, 2015.

DOCUMENT 4

Aujourd'hui, plus de 80 pour cent des exportations totales de l'Asie correspondent à des produits manufacturés. Il est toutefois intéressant de regarder l'autre côté, à savoir les importations. Celles de l'Asie se composent à 65 pour cent de produits manufacturés également. Ces statistiques reposent sur les registres douaniers des transactions internationales concernant les marchandises. Sur le plan économique, il est intéressant de subdiviser ces courants en produits intermédiaires - c'est-à-dire les produits qui entrent à nouveau dans le processus de production - et produits pour consommation finale.

Lorsque les chiffres sont ajustés compte tenu des combustibles, les produits intermédiaires représentent plus de 50 pour cent des exportations au niveau mondial, leur part dans le cas de l'Asie s'établissant à 53 pour cent, soit un peu plus que la moyenne mondiale. Par contre, en ce qui concerne les importations, la part des produits intermédiaires pour l'Asie atteint 64 pour cent, soit nettement plus que la moyenne mondiale qui est de 52 pour cent, et leur part dans les échanges intra-asiatiques est du même ordre.

Source : « Les chaînes d'approvisionnement mondiales témoignent de l'importance de la facilitation des échanges », Pascal LAMY, allocution à l'OMC, 2011.

Épreuve composée

Cette épreuve comprend trois parties :

1 – Pour la partie 1 (Mobilisation des connaissances), il est demandé au candidat de répondre aux questions en faisant appel à ses connaissances personnelles dans le cadre du programme de l'enseignement obligatoire.

2 – Pour la partie 2 (Étude d'un document), il est demandé au candidat de répondre à la question en adoptant une démarche méthodologique rigoureuse de présentation du document, de collecte et de traitement l'information.

3 – Pour la partie 3 (Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire), il est demandé au candidat de traiter le sujet :

- en développant un raisonnement ;*
- en exploitant les documents du dossier ;*
- en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
- en composant une introduction, un développement, une conclusion.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Première partie : Mobilisation des connaissances

1. Expliquez les liens entre déflation et dépression économique. (3 points)

2. Distinguez la logique d'assurance et la logique d'assistance de la protection sociale (3 points)

Deuxième partie : Étude d'un document (4 points)

Vous présenterez le document puis vous décrirez les évolutions qu'il met en évidence.

Niveau de vie* annuel moyen des individus selon la catégorie sociale en euros 2012

	2000	2012	Évolution 2000-2012 en %	Gain entre 2000 et 2012 en euros
Cadres supérieurs	35310	37992	7,6	2682
Professions intermédiaires	24230	25678	6,0	1448
Employés	19270	20416	5,9	1146
Ouvriers	16820	18649	10,9	1829
Ensemble	20890	23290	11,5	2400

Personnes vivant en France métropolitaine dans un ménage ordinaire dont la personne de référence n'est pas étudiante.

Source : INSEE – Observatoire des inégalités, janvier 2016.

* Niveau de vie : quantité de biens et services dont dispose un ménage en fonction de sa composition et de son revenu.

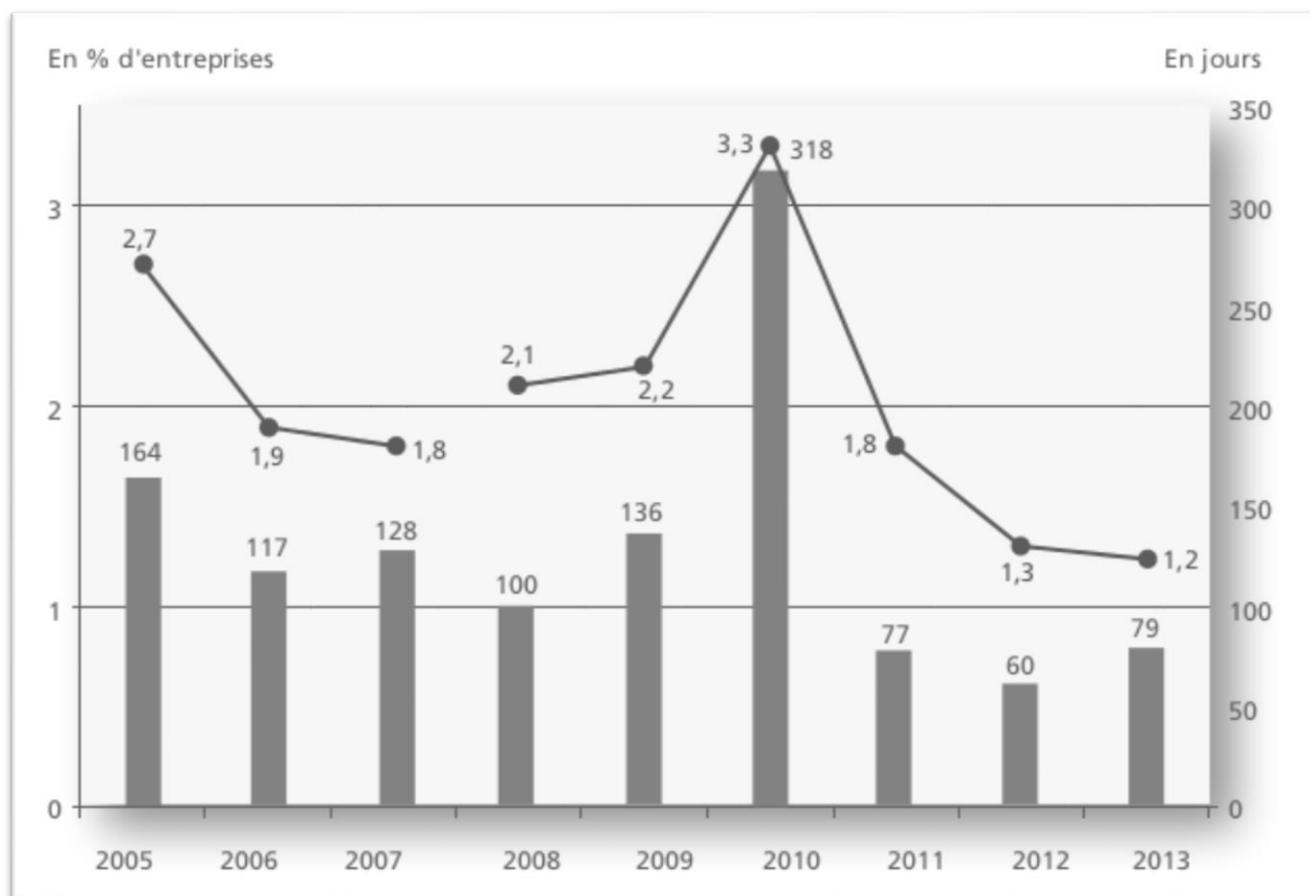
**Troisième partie : Raisonnement s'appuyant sur un dossier documentaire
(10 points)**

Cette partie comporte trois documents.

Sujet : À l'aide de vos connaissances et du dossier documentaire, vous montrerez que les conflits sociaux ont tendance à se diversifier.

DOCUMENT 1

Entreprises ayant déclaré au moins une grève et nombre de jours de grèves pour 1000 salariés de 2005 à 2013



À partir des données 2008, la pondération de l'enquête a été revue, d'où une rupture de série.

Lecture : en 2013, 1,2 % des entreprises ont connu au moins une grève dans l'entreprise ou l'un de ses établissements et le nombre de journées non travaillées pour fait de grève rapporté aux effectifs salariés équivaut à 79 jours pour 1 000 salariés.

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole.

Source : DARES, 2015.

DOCUMENT 2

La progression sensible des revenus enregistrés au cours des « Trente glorieuses », comme la hausse considérable du niveau culturel de la population auraient ainsi conduit à l'émergence d'autres thèmes s'approchant de ce que le sociologue américain Ronald Inglehart nomme les valeurs post-matérialistes. À l'image des mouvements féministes, gays et lesbiens, régionalistes, de défense de l'environnement, de lutte contre le SIDA..., de nouveaux mouvements sociaux sont investis par des individus insérés dans la société (étudiants, jeunes actifs, cadres...) cherchant à promouvoir certaines visions du monde, davantage qu'à défendre des intérêts strictement matériels. La diversité des types de contestations, des acteurs comme des répertoires (le *sit-in** [...], la marche silencieuse... peuvent remplacer la manifestation ou la grève) s'impose.

Source : *Précis de sociologie*, Philippe RIUTORT, 2014.

* s'asseoir en masse dans l'espace public

DOCUMENT 3

To buy or not to buy ?⁽¹⁾ Telle est, en substance, la question pratique que pose l'acte de boycott ou son envers, le « boycott »⁽²⁾. [...] L'ouvrage de Ingrid Nyström et Patricia Vendramin propose [...] une analyse sociologique de ce mode d'action qu'elles estiment être en parfaite adéquation avec « les formes contemporaines d'engagement militant, en réseau, et associant des individus soucieux de choisir leurs appartenances et leurs causes, d'exprimer personnellement leur vision des choses ». [...] Une analyse plus fine montre que les femmes sont, dans cette population [européenne], proportionnellement plus nombreuses que les hommes à s'engager dans des actions de « boycott » et qu'il existe des écarts importants entre pays : la pratique du boycott est plus fréquente dans les pays nordiques et la Suisse que dans les pays du Sud et de l'Est de l'Europe. Leur ancrage économique et politique constitue également un facteur explicatif important de leur engagement : ainsi, la richesse nationale, la concentration du commerce et la disponibilité de produits labellisés faciliteraient les pratiques de boycott et de boycott, tout comme diverses formes « d'encouragement institutionnel » de l'État.

Source : www.laviedesidees.fr.

⁽¹⁾ Acheter ou ne pas acheter ?

⁽²⁾ Pratique militante qui consiste à promouvoir les produits ou les services d'une firme pour récompenser un comportement jugé exemplaire.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

Montrez que le répertoire d'action politique s'est aujourd'hui élargi.

DOCUMENT 1

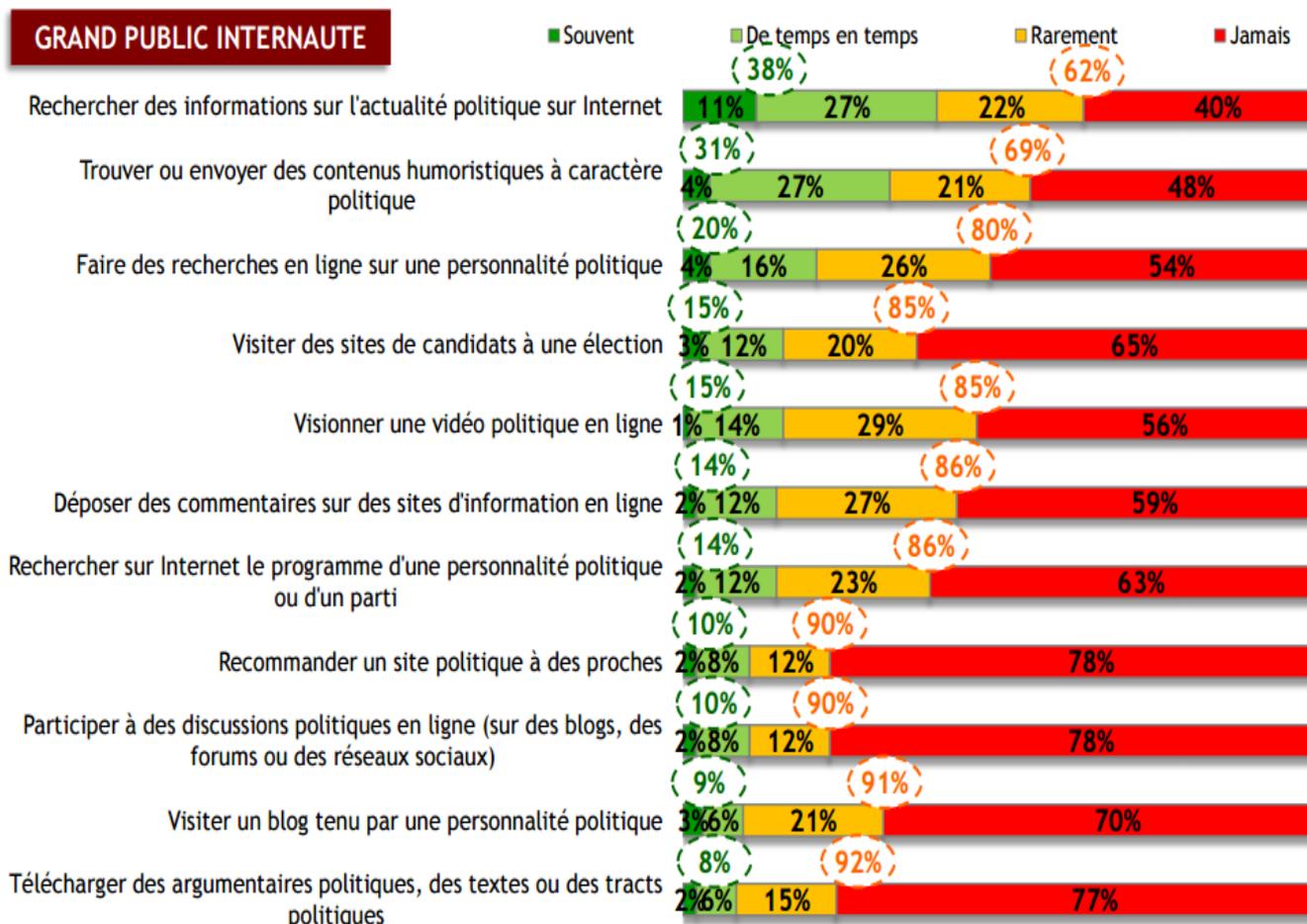
Il faut souligner la propension des jeunes à choisir le terrain associatif plus que les organisations traditionnelles, partis ou syndicats. Les associations ont gagné leur confiance, même s'ils restent peu nombreux à y adhérer durablement [...]. L'engagement associatif correspond à leur demande d'actions concrètes et directes. Il répond à une conception de l'engagement plus libre, sans embrigadement, sans tutelle hiérarchique, et pouvant s'exprimer de façon ponctuelle. Les jeunes peuvent rallier certaines mobilisations impulsées par des associations, se reconnaître dans les causes défendues, sans pour autant franchir le pas d'une adhésion ferme et durable [...].

Enfin, dernier trait de la panoplie de l'engagement des jeunes générations, celui qui renvoie à ses outils et moyens d'expression. Familiers des techniques de communication et des nouvelles technologies, les jeunes savent mieux que leurs aînés instrumentaliser l'action collective et son indispensable médiatisation. Instrument de connaissance et d'échange, Internet est un outil de dénonciation et de médiatisation sans nul autre pareil. Il favorise des mobilisations spontanées, presque en temps réel.

Source : L'engagement politique dans la chaîne des générations, Anne MUXEL, 2010.

DOCUMENT 2

Vous arrive-t-il souvent, de temps en temps, rarement ou jamais de... ?



Source : IFOP, 2010.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Sciences sociales et politiques

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Quelles sont les contributions des groupes d'intérêt au fonctionnement de la démocratie ?

DOCUMENT 1

On distingue traditionnellement les groupes d'intérêt de deux autres types d'organisations : les partis politiques et les mouvements sociaux. À la différence des partis politiques, les groupes d'intérêt ne cherchent pas à exercer directement le pouvoir politique par la conquête des suffrages, mais à faire valoir certains intérêts auprès des pouvoirs publics. À la différence des mouvements sociaux, les groupes d'intérêt disposent d'une organisation relativement stable et pérenne, avec une marque identifiable (Amnesty International), un sigle (CGT), un siège social [...], des statuts indiquant leur raison d'être et leur condition d'adhésion, et des représentants [...] qui parlent et agissent au nom de leurs adhérents, et plus généralement du groupe et de ses intérêts. Mais les groupes d'intérêt se rapprochent des partis politiques et des mouvements sociaux en ce qu'ils cherchent à représenter un groupe social (les femmes), une catégorie socioprofessionnelle (les marins pêcheurs) ou une fraction mobilisée de la société défendant des idéaux (les droits de l'Homme) ou des intérêts économiques (l'industrie automobile), et ceci par la conquête de suffrages (lors des élections syndicales ou prud'homales) ou, plus généralement, de l'opinion publique.

Source : « Les groupes d'intérêt », Hélène MICHEL in Antonin COHEN, Bernard LACROIX, Philippe RIUTORT, *Nouveau manuel de science politique*, 2009.

DOCUMENT 2

Organismes auditionnés à l'Assemblée Nationale, entre 2007 et 2010

Catégories d'organismes auditionnés	Nombre d'auditions	Répartition par catégorie en %
Organismes publics ou parapublics	4488	48,2
Organisations représentatives	1948	20,9
Secteur privé	1527	16,4
Organisations de la société civile	702	7,5
Experts individuels	478	5,1
Conseils privés	96	1
Think-tanks*	42	0,5
Organisations religieuses	21	0,2
Total	9302	100

Source : d'après www.regardscitoyens.org, 2016

* Groupe de réflexion

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Économie approfondie

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET A

Ce sujet comporte deux documents.

En quoi le cycle de vie peut-il influencer la croissance économique ?

DOCUMENT 1

Analyser l'accumulation patrimoniale des ménages offre un intérêt à plusieurs titres. Au niveau macroéconomique, l'épargne influe sur l'activité économique courante et, en alimentant l'investissement, détermine la capacité productive et donc l'activité future. Au niveau microéconomique, l'épargne et le patrimoine remplissent plusieurs fonctions. Ils constituent d'abord un instrument de lissage [...] des ressources, à la fois dans une perspective longue de préparation de la retraite (motif de cycle de vie) et dans une perspective plus immédiate d'assurance contre les chocs de revenu à court terme (motif de précaution). Les perspectives existantes en matière de retraites et les épisodes de chômage donnent une importance particulière à ces deux motifs d'épargne. Mais ces comportements restent aussi déterminés par d'autres considérations : valeur d'usage dans le cas du patrimoine logement, objectifs de transmission intergénérationnelle, etc... Parallèlement, il faut également prendre en considération les comportements d'endettement, notamment dans la première moitié du cycle de vie.

Source : www.insee.fr.

DOCUMENT 2

Evolution de la structure par âge de la population française, en %

année	% de moins de 20 ans	% de 20 à 59 ans	60 ans et plus	<i>Dont plus de 75 ans, en % de la population totale</i>
2016	24,3	50,5	25,1	9,25
2010	24,5	52,6	22,9	8,9
2000	25,6	54	21,4	7,2
1990	27,8	53,2	20	6,8
1986	28,9	52,9	18,2	6,4

Champ : France métropolitaine

Source : d'après www.insee.fr.

ENSEIGNEMENT DE SPÉCIALITÉ

Économie approfondie

Il est demandé au candidat de répondre à la question posée par le sujet :

- en construisant une argumentation ;
- en exploitant le ou les documents du dossier ;
- en faisant appel à ses connaissances personnelles.

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

Le candidat traitera au choix, soit le sujet A, soit le sujet B.

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

Par quels moyens peut-on réguler les marchés financiers ?

DOCUMENT 1

Les agences de notation ont aussi été accusées d'avoir contribué à déclencher la crise financière en accordant notamment la meilleure note financière (AAA) à des placements douteux (titrisation des crédits immobiliers). En cause : les erreurs d'évaluation, l'opacité des méthodes et [...] les conflits d'intérêt... Pour corriger cela, un règlement sur les agences de notation a été adopté en 2009. Les trois principales agences [...], qui représentent 90 % du marché, se verront désormais imposer une plus grande transparence (sur le système de notation) et pourront être tenues responsables de leurs erreurs.

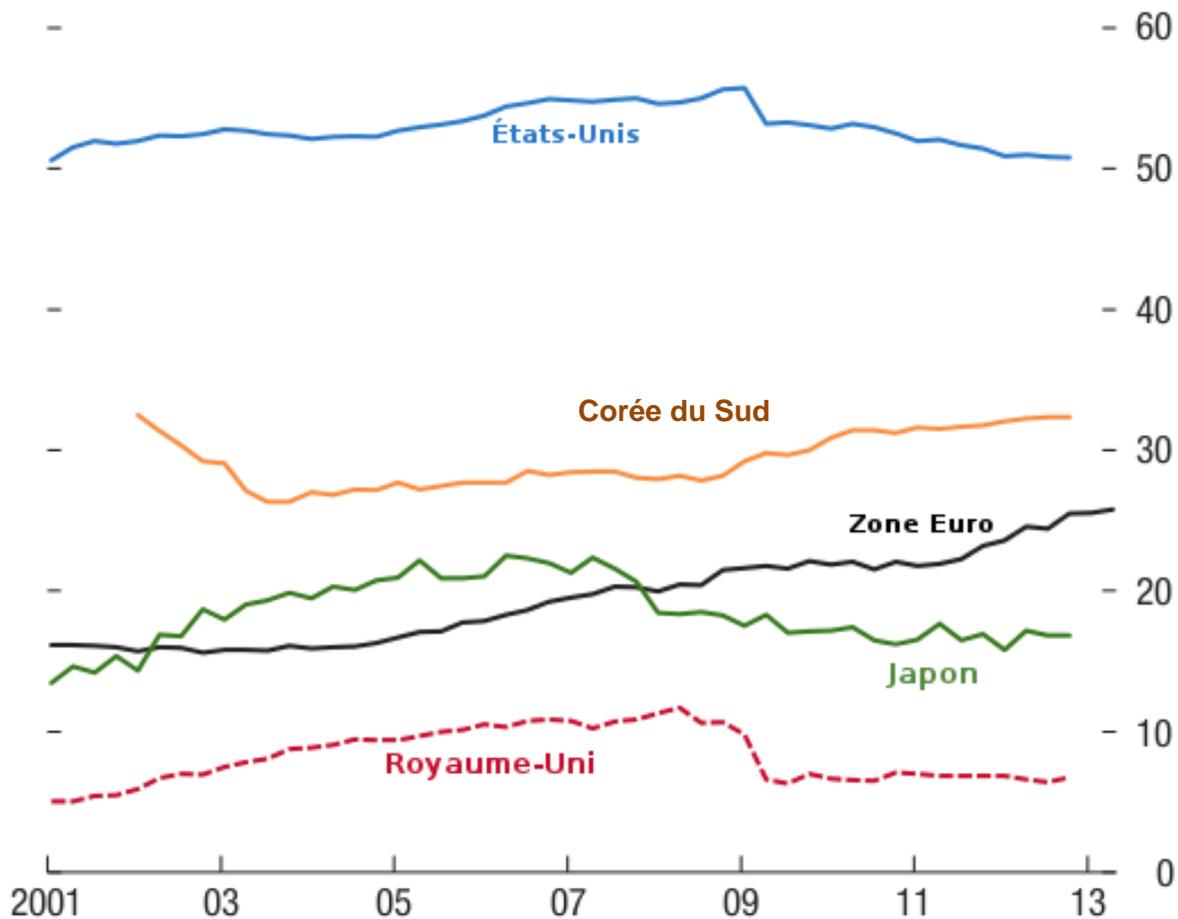
[...] Le *shadow banking system* ou « système bancaire de l'ombre* », qui était déjà au cœur de la crise financière de 2007-2008, connaît dans la période récente un rebond inquiétant qui peut s'expliquer comme une conséquence des réformes financières postcrise. L'expansion du *shadow banking* a d'ailleurs été au centre du sommet du G20 de Brisbane de 2014. La régulation financière a donc encore de beaux jours devant elle.

* Le *shadow banking system* se définit comme une intermédiation de crédit impliquant des entités et des activités (partiellement ou totalement) hors du système bancaire normal.

Source : « La régulation bancaire et financière : où en sont les réformes ? », Sandra RIGOT,
Problèmes économiques, Hors-série, 2015.

DOCUMENT 2

Part des crédits accordés dans le cadre du *shadow banking* en pourcentage du total des crédits accordés



Source : FMI, 2014.